

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29408]

17 JULI 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van het kwalificatieprofiel van “dekker-afdichter”

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de artikelen 39 en 39 bis van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (takendecreet);

Gelet op het gunstig advies, op 23 oktober 2014 uitgebracht door de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs, ingesteld bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

Gelet op het advies, uitgebracht door de uitvoerende cel van de Franstalige dienst voor beroepen en kwalificaties, betreffende de overeenstemming tussen de opleidingsprofielen van “dekker” en “afdichter”, en goedgekeurd, bij haar vergadering van 31 januari 2015, door de kamer voor overleg en erkenning bedoeld in de artikelen 30 en volgende van het samenwerkingsakkoord van 27 maart 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de voormelde dienst;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 april 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 april 2015;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 21 mei 2015 binnen het comité voor de onderhandeling tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en de door de Regering erkende gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het advies nr. 57.665 van de Raad van State, gegeven op 8 juli 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het kwalificatieprofiel van “dekker-afdichter” wordt bepaald overeenkomstig bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2015.

Art. 3. De Minister bevoegd voor onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2015.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,

Mevr. J. MILQUET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/204010]

27 AOUT 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en matière de subventionnement dans les matières de l’environnement, de l’aménagement du territoire et de la mobilité

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 16 juillet 1985 relatif aux parcs naturels, l’article 13, § 1^{er}, alinéa 3, remplacé par le décret du 3 juillet 2008;

Vu le Code wallon de l’Aménagement du Territoire, de l’Urbanisme, du Patrimoine et de l’Energie, l’article 12, remplacé par le décret du 27 novembre 1997, modifié par les décrets des 6 mai 1999, 18 juillet 2002, 3 février 2005, 15 février 2007 et 30 avril 2009;

Vu le Livre I^{er} du Code wallon de l’Environnement, l’article D.5-1, § 3, inséré par le décret du 31 mai 2007 et l’article D.27;

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l’accessibilité locales, les articles 15, 23, § 1^{er}, et 33, alinéa 3;

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif aux transports et aux plans de déplacements scolaires, l’article 29;

Vu la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code wallon de l’Environnement;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d’octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels;

Vu le titre I^{er} du Livre V du Code wallon de l’Aménagement du Territoire, de l’Urbanisme, du Patrimoine et de l’Energie;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l’élaboration de plans communaux de mobilité et de la mise en œuvre de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} juin 2015;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 11 juin 2015;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 57.709/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 juillet 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code wallon de l'Environnement*

Article 1^{er}. A l'article R.37, § 2, de la partie réglementaire du Livre I^{er} du Code wallon de l'Environnement, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 et modifié par l'arrêté du 6 mai 2010, les mots « un maximum de » sont insérés après les mots « est plafonnée à » et « 248.000 euros ».

Art. 2. Dans l'article R.41-14 du même Livre, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le montant de la subvention annuelle est fixé forfaitairement à un maximum de 20.000 euros en cas d'emploi à temps plein. ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels*

Art. 3. A l'article 6/2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 novembre 2010 fixant les modalités d'octroi des subventions aux commissions de gestion des parcs naturels, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon 15 décembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « La subvention correspond » sont remplacés par les mots « Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la subvention correspond »;

2° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « un maximum de » sont insérés entre les mots « multiplié par » et les mots « 2.000 euros »;

3° à l'alinéa 1^{er}, 2°, le mot « maximum » est inséré entre les mots « la somme de 250 euros » et les mots « par millier d'hectares »;

4° à l'alinéa 1^{er}, 3°, le mot « maximum » est inséré entre les mots « la somme de 500 euros » et les mots « par millier d'habitants »;

5° à l'alinéa 2, les mots « un maximum de » sont insérés entre les mots « est porté à » et les mots « 10.000 euros ».

CHAPITRE III. — *Modifications de la partie réglementaire du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie*

Art. 4. Dans l'article 255/1 de la partie réglementaire du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, remplacé par l'arrêté du 15 mai 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Bénéficie d'une subvention » sont remplacés par les mots « Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, bénéficie d'une subvention »;

2° à l'alinéa 2, les mots « la subvention annuelle s'élève » sont remplacés par les mots « la subvention annuelle s'élève à un maximum de ».

Art. 5. Dans l'article 255/5, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008, les mots « à concurrence de » sont remplacés par les mots « à concurrence de maximum ».

Art. 6. Dans l'article 256/3 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2002 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le montant de cette subvention est plafonné à un maximum de 62.000 euros. ».

Art. 7. Dans l'article 256/4 du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 mai 2002 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2008, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le montant de la subvention est ajusté lors de la liquidation du solde sur base des dépenses réellement consenties et est plafonné à un maximum de 62.000 euros. ».

Art. 8. Dans l'article 257/5 du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2007, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Pour chaque demande, le montant de la subvention est fixé forfaitairement, pour des prestations à temps plein, à un maximum de :

1° trente mille euros, si la commune bénéficie simultanément d'une commission communale, d'un schéma de structure communal adopté et d'un règlement communal d'urbanisme en vigueur sur l'ensemble du territoire communal et qui contient tous les points visés à l'article 78, § 1^{er};

2° vingt-quatre mille euros, si la commission communale existe;

3° huit mille euros, si la commission communale n'existe pas. ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004
relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires*

Art. 9. A l'article 2, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au maximum » sont insérés entre les mots « une subvention représentant » et les mots « 75 % des honoraires »;

2° les mots « est porté à deux cent cinquante mille » sont remplacés par les mots « est porté à un maximum de deux cent cinquante mille ».

Art. 10. A l'article 12 du même arrêté, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La subvention couvre au maximum septante-cinq pour cent du montant du projet et est limitée à un maximum de :

1° 150.000 euros pour les communes inférieures à 10 000 habitants;

2° 200.000 euros pour les communes de 10 000 à moins de 50 000 habitants;

3° 250.000 euros pour les communes de 50 000 habitants et plus. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2015.

Art. 12. Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 août 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/204010]

**27. AUGUST 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse
in Sachen Subventionierung in den Bereichen Umwelt, Raumordnung und Mobilität**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Juli 1985 über die Naturparks, Artikel 13 § 1 Abs. 3, ersetzt durch das Dekret vom 3. Juli 2008;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, Artikel 12, ersetzt durch das Dekret vom 27. November 1997, und abgeändert durch die Dekrete vom 6. Mai 1999, 18. Juli 2002, 3. Februar 2005, 15. Februar 2007 und 30. April 2009;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.5-1 § 3, eingefügt durch das Dekret vom 31. Mai 2007, und Artikel D.27;

Aufgrund des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit, Artikel 15, 23 § 1 und 33 Abs. 3;

Aufgrund des Dekrets vom 1. April 2004 über den Schülertransport und die Schülertransportpläne, Artikel 29;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks;

Aufgrund des Titels I von Buch V des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Finanzierung der Ausarbeitung von kommunalen Mobilitätsplänen und der Durchführung von kommunalen Mobilitätsplänen und Schülertransportplänen;

Aufgrund des am 1. Juni 2015 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 11. Juni 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts;

Aufgrund des am 15. Juli 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Abs. 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 57.709/4 des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches*

Artikel 1 - In der französischen Fassung von Artikel R.37 § 2 des verordnungsrechtlichen Teils von Buch I des Umweltgesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. März 2005 und abgeändert durch den Erlass vom 6. Mai 2010 werden die Wörter "un maximum de" zwischen "est plafonnée à" und "248.000 euros" eingefügt.

Art. 2 - In Artikel R.41-14 desselben Buches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird Absatz 1 durch folgenden Absatz ersetzt:

„Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird der Betrag des jährlichen Zuschusses im Falle einer Vollzeitbeschäftigung pauschal auf höchstens 20.000 Euro festgelegt.“

KAPITEL II — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks*

Art. 3 - Artikel 6/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. November 2010 zur Festlegung der Modalitäten für die Gewährung der Zuschüsse an die Verwaltungskommissionen der Naturparks, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011, wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 werden die Wörter „Der Zuschuss entspricht“ durch „Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel entspricht der Zuschuss“ ersetzt;

2° In Absatz 1 Ziffer 1 werden die Wörter „die mit 2.000 Euro multipliziert wird“ durch „die mit höchstens 2.000 Euro multipliziert wird“ ersetzt;

3° In Absatz 1 Ziffer 2 werden die Wörter „mit 250 Euro pro tausend Hektar“ durch „mit höchstens 250 Euro pro tausend Hektar“ ersetzt;

3° In Absatz 1 Ziffer 3 werden die Wörter „mit 500 Euro pro tausend Einwohner“ durch „mit höchstens 500 Euro pro tausend Einwohner“ ersetzt;

5° In Absatz 2 werden die Wörter „auf 10.000 Euro angehoben“ durch „auf höchstens 10.000 Euro angehoben“ ersetzt.

KAPITEL III — *Abänderungen des verordnungsrechtlichen Teils des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie*

Art. 4 - In Artikel 255/1 des verordnungsrechtlichen Teils des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, ersetzt durch den Erlass vom 15. Mai 2008, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter „Es wird ein jährlicher Zuschuss der Gemeinde gewährt,“ durch „Innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel wird ein jährlicher Zuschuss der Gemeinde gewährt,“ ersetzt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter „der jährliche Zuschuss beträgt“ durch „der jährliche Zuschuss beträgt höchstens“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 255/5 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008, werden die Wörter „dieser beläuft sich auf“ durch „dieser beläuft sich auf höchstens“ ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 256/3 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2002 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008, wird Absatz 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel wird der Betrag dieses Zuschusses auf höchstens 62.000 Euro begrenzt.“

Art. 7 - In Artikel 256/4 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Mai 2002 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2008, wird Absatz 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel wird der Betrag des Zuschusses bei der Auszahlung des Restbetrags aufgrund der tatsächlich getätigten Ausgaben angepasst und auf höchstens 62.000 Euro begrenzt.“

Art. 8 - In Artikel 257/5 desselben Gesetzbuches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2007, wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Für jeden Antrag wird der Höchstbetrag des Zuschusses für Vollzeitleistungen folgendermaßen pauschal festgelegt:

1° auf dreißigtausend Euro, wenn die Gemeinde gleichzeitig über einen Kommunalausschuss, ein verabschiedetes kommunales Strukturschema und eine kommunale Städtebauordnung, die für das gesamte Gemeindegebiet gilt und die alle in Artikel 78 § 1 erwähnten Punkte enthält, verfügt;

2° auf vierundzwanzigtausend Euro, wenn es den Kommunalausschuss gibt;

3° auf achttausend Euro, wenn es den Kommunalausschuss nicht gibt.“

KAPITEL IV — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Finanzierung der Ausarbeitung von kommunalen Mobilitätsplänen und der Durchführung von kommunalen Mobilitätsplänen und Schülertransportplänen*

Art. 9 - Artikel 2 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 über die Finanzierung der Ausarbeitung von kommunalen Mobilitätsplänen und der Durchführung von kommunalen Mobilitätsplänen und Schülertransportplänen wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter „der 75 % des Honorars“ werden durch „der höchstens 75 % des Honorars“ ersetzt;

2° die Wörter „wird dieser Betrag auf zweihundertfünfzigtausend erhöht“ werden durch „wird dieser Betrag auf höchstens zweihundertfünfzigtausend erhöht“ ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 12 desselben Erlasses wird Paragraph 2 durch Folgendes ersetzt:

„ § 2. Der Zuschuss deckt höchstens fünfundsiebzig Prozent des Betrags des Projekts und ist auf höchstens folgende Beträge begrenzt:

1° 150.000 Euro für die Gemeinden mit einer Bevölkerung unter 10 000 Einwohnern;

1° 200.000 Euro für die Gemeinden mit einer Bevölkerung zwischen 10 000 und weniger als 50 000 Einwohnern;

3° 250.000 Euro für die Gemeinden mit einer Bevölkerung über 50 000 Einwohnern.“

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 11 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2015 wirksam.

Art. 12 - Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. August 2015

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/204010]

27 AUGUSTUS 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten inzake de subsidiëring met betrekking tot de aangelegenheden leefmilieu, ruimtelijke ordening en mobiliteit

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 16 juli 1985 betreffende de natuurparken, artikel 13, § 1, derde lid, vervangen bij het decreet van 3 juli 2008;

Gelet op het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie, artikel 12, vervangen bij het decreet van 27 november 1997, gewijzigd bij de decreten van 6 mei 1999, 18 juli 2002, 3 februari 2005, 15 februari 2007 en 30 april 2009;

Gelet op Boek I van het Waals Milieuwetboek, artikel D.5-1, § 3, ingevoegd bij het decreet van 31 mei 2007, en artikel D.27;

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid, artikelen 15, 23, § 1, en 33, derde lid;

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen, artikel 29;

Gelet op het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2010 tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken;

Gelet op titel I van Boek V van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, erfgoed en energie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de financiering van de uitwerking van gemeentelijke mobiliteitsplannen en van de uitvoering van gemeentelijke mobiliteitsplannen en het schoolvervoer en de plannen inzake schoolverplaatsingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 juni 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juni 2015;

Gelet op het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 57.709/4 van de Raad van State, gegeven op 15 juli 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek

Artikel 1. In artikel R.37, § 2, (Franse tekst) van het regelgevend deel van Boek I van het Milieuwetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 maart 2005 en gewijzigd bij het besluit van 6 mei 2010, worden de woorden « un maximum de » na de woorden « est plafonnée à » en « 248.000 euros » ingevoegd.

Art. 2. In artikel R.41-14 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt het bedrag van de jaarlijkse subsidie forfaitair op maximum 20.000 euro vastgelegd in geval van voltijdse betrekking. ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2010

tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken

Art. 3. In artikel 6/2 van het besluit van de Waalse Regering van 25 november 2010 tot bepaling van de modaliteiten voor de toekenning van toelagen aan de beheerscommissies van de natuurparken worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden « De toelage is gelijk » vervangen door de woorden « Binnen de perken van de beschikbare kredieten is de toelage gelijk »;

2° in het eerste lid, 1°, wordt het woord « maximum » tussen de woorden « vermenigvuldigd met » en « 2.000 euro » ingevoegd;

3° in het eerste lid, 2°, wordt het woord « maximum » tussen de woorden « de som van » en « 250 euro » ingevoegd;

4° in het eerste lid, 3°, wordt het woord « maximum » tussen de woorden « de som van » en « 500 euro » ingevoegd;

2° in het tweede lid, wordt het woord « maximum » tussen de woorden « tot » en « 10.000 euro » ingevoegd.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het regelgevend deel van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, patrimonium en energie*

Art. 4. In artikel 255/1 van het regelgevend deel van het Waals wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw, patrimonium en energie, vervangen bij het besluit van 15 mei 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de zin « De gemeente waarvan de gewestelijke commissie kan aantonen dat ze haar bevoegdheden geregeld heeft uitgeoefend en dat ze het in artikel 7 bedoelde minimumaantal vergaderingen heeft gehouden tijdens het jaar vóór de subsidieaanvraag, komt voor een jaarlijkse subsidie in aanmerking » vervangen door de zin « Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt een jaarlijkse subsidie toegekend aan de gemeente waarvan de gewestelijke commissie kan aantonen dat ze haar bevoegdheden geregeld heeft uitgeoefend en dat ze het in artikel 7 bedoelde minimumaantal vergaderingen heeft gehouden tijdens het jaar vóór de subsidieaanvraag »;

2° in het tweede lid worden de woorden « Het bedrag van de jaarlijkse subsidie bedraagt » vervangen door de woorden « De jaarlijkse subsidie bedraagt maximum ».

Art. 5. In artikel 255/5, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008, wordt het woord « maximum » na de woorden « ten belope van » ingevoegd.

Art. 6. In artikel 256/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2002 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt het bedrag van die subsidie tot maximum 62.000 euro beperkt. ».

Art. 7. In artikel 256/4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 mei 2002 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2008, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Binnen de perken van de beschikbare kredieten wordt het bedrag van de subsidie bij de vereffening van het saldo aangepast op basis van de daadwerkelijk toegestane uitgaven en wordt het tot maximum 62.000 euro beperkt. ».

Art. 8. In artikel 257/5 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2007, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Voor elke aanvraag wordt het bedrag van de subsidie voor voltijdse prestaties forfaitair vastgelegd op maximum :

1° dertigduizend euro, als de gemeente tegelijkertijd in aanmerking komt voor een gemeentelijke commissie, een aangenomen gemeentelijk structuurschema en een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement van kracht op het gezamenlijke gemeentelijk grondgebied en waarin alle in artikel 78, § 1, bedoelde punten opgenomen zijn;

2° vierentwintig duizend euro als de gemeentelijke commissie bestaat;

3° achtduizend euro als de gemeentelijke commissie niet bestaat. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de financiering van de uitwerking van gemeentelijke mobiliteitsplannen en plannen inzake schoolverplaatsingen*

Art. 9. In artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 betreffende de financiering van de uitwerking van gemeentelijke mobiliteitsplannen en plannen inzake schoolverplaatsingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° het woord « maximum » wordt tussen de woorden « een subsidie die » en « 75 % » ingevoegd;

2° de woorden « op tweehonderdvijftigduizend euro gebracht » worden vervangen door de woorden « tot maximum tweehonderdvijftigduizend euro verhoogd ».

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

« § 2. De subsidie dekt hoogstens vijfenzeventig procent van het bedrag van het project en wordt beperkt tot maximum :

1° 150.000 euro voor de gemeenten met minder dan 10 000 inwoners;

2° 200.000 euro voor de gemeenten met 10 000 tot minder dan 50 000 inwoners;

3° 250.000 euro voor de gemeenten met 50 000 inwoners en meer. ».

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Art. 12. De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 augustus 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO